

Questions orales

● (1415)

Que le gouvernement fédéral enjoigne au CP et au CN de hausser sensiblement les pensions des cheminots à la retraite, de mettre en œuvre les recommandations du rapport de la Commission Hall sur les pensions et enfin de donner leur dû à ces retraités qui le méritent, c'est-à-dire une retraite qui n'est pas hantée par la menace de la pauvreté.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime pour cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

LE CONTRÔLE DES PRIX ET DES SALAIRES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

L'hon. Erik Nielsen (Yukon): Madame le Président, je voudrais poser une question au premier ministre. Le gouvernement envisage-t-il la possibilité de réglementer les salaires ou les prix d'une certaine façon ou dans une certaine mesure?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, si le député me demande de dévoiler à la Chambre la nature des entretiens du cabinet, il me demande de trahir mon serment d'office.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

LES TAUX D'INTÉRÊT—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

L'hon. Erik Nielsen (Yukon): Madame le Président, ce n'est pas du tout cela que je demande au premier ministre. Je voudrais tout simplement qu'il réponde aux questions que je lui pose. Le gouvernement envisage-t-il la possibilité de stabiliser les taux d'intérêt?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, c'est la même question sous une autre forme. Le député me demande de parler des entretiens du cabinet. S'il veut savoir s'il en est question ailleurs qu'au cabinet, je l'ignore, madame le Président.

LE COURS DU DOLLAR—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

L'hon. Erik Nielsen (Yukon): Madame le Président, j'essaie tout simplement de savoir ce que le gouvernement compte faire. Le gouvernement envisage-t-il ou non la possibilité de dévaluer le dollar canadien?

Une voix: Le dévaluer encore davantage.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): C'est la même réponse, madame le Président.

LE CONTRÔLE DES CHANGES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

L'hon. Erik Nielsen (Yukon): Madame le Président, il semblerait que le gouvernement n'a aucun projet. Je vais faire une dernière tentative. Le gouvernement envisage-t-il la possibilité d'imposer un certain contrôle des changes?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, la réponse est la même, car il s'agit d'une question analogue aux précédentes.

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, la question que je pose au premier ministre fait suite à celles de mon collègue. Au moment de partir pour Versailles, le premier ministre a déclaré qu'il obligerait le gouvernement des États-Unis à changer sa politique des taux d'intérêt. Étant donné qu'il n'y est pas parvenu, comment peut-il déclarer maintenant aux travailleurs canadiens qui perdent leur emploi, aux propriétaires canadiens qui doivent renouveler leurs hypothèques à des taux d'intérêt de plus en plus élevés, voire aux députés de son propre caucus, qu'il n'entend pas modifier en profondeur sa politique économique?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, j'ai déclaré hier à la Chambre que c'est le ministre des Finances qui annoncerait à la Chambre avant que nous nous ajournions pour l'été tout changement que le gouvernement pourrait apporter à sa politique économique.

LE DÉFICIT DU GOUVERNEMENT

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, le premier ministre est très communicatif aujourd'hui. De nombreux Canadiens sont impatients d'entendre les réponses aux questions que nous lui posons. Je vais donc lui poser une question supplémentaire.

Depuis plusieurs mois, le ministre des Finances affirme que nos taux très élevés d'intérêt sont attribuables au déficit du gouvernement américain. Or, le déficit budgétaire du gouvernement canadien est proportionnellement presque deux fois plus élevé que celui des États-Unis. Le premier ministre veut-il faire croire aux Canadiens que son déficit galopant, le déficit galopant de son gouvernement, n'a rien à voir avec les taux élevés d'intérêt au Canada, la faiblesse du dollar canadien, les faillites et les mises à pied qui en sont les résultats?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Maintenant, je comprends pourquoi, madame le Président, le député et celui qui l'a précédé, le député du Yukon, demandent ce que pense le gouvernement des divers aspects de la politique. On vient tout juste de me remettre un extrait d'une entrevue accordée le 4 mai à *La Presse* par le très honorable chef de l'opposition où il disait: «Nous avons cherché une solution autre que celle du gouvernement, mais nous n'en avons trouvée aucune. Je n'ai pas encore trouvé de meilleure solution à ce jour.» Je comprends maintenant à quoi voulait en venir le représentant du Yukon.